

Négociations de paix : "le Burundi répond au désir de la communauté internationale"

France 24, 02/12/2017 Une nouvelle session du dialogue interburundais de sortie de crise s'est ouverte mardi à Arusha dans le nord de la Tanzanie. Mais selon certains diplomates, les négociations ont peu de chances d'aboutir. [Photo : L'ambassadrice du Burundi en France, Christine-Nina Niyonsavye, sur France 24]

Mardi 2 décembre, une nouvelle session du dialogue burundais de sortie de crise s'est ouverte à Arusha, dans le nord de la Tanzanie. Cette session huis clos a pour ambition d'aboutir à la signature d'un accord le 8 décembre en présence des chefs d'État de la Communauté des États d'Afrique de l'Est (EAC), selon un programme distribué aux médiateurs dans cette crise, l'ancien président tanzanien, Benjamin Mkapa. Les médiateurs sont censés négocier autour de huit points incluant "l'engagement à mettre fin à toutes les formes de violences", l'application de l'accord de paix d'Arusha qui a ouvert la voie à la fin de la guerre civile (1993-2006), la mise en place d'un "gouvernement d'unité nationale". "Les négociations sont une volonté nationale, une volonté du gouvernement burundais de répondre au désir de la communauté internationale, ainsi que des opposants", estime l'ambassadrice du Burundi, Christine-Nina Niyonsavye, au micro de France 24. "On veut que le dialogue se passe pour que les relations avec la Belgique, la France et l'Union européenne puissent reprendre", affirme l'ambassadrice. [En bas de l'article la vidéo de l'interview de Christine-Nina Niyonsavye sur France 24] Cependant, selon plusieurs diplomates et participants, les chances d'aboutir sont mitigées. Selon un diplomate cité par l'AFP, le niveau du représentant envoyé par le Burundi, le n°2 du ministère de l'Intérieur, Thérèse Ntahiraja, n'augure pas de discussions fructueuses. "Il envoie un homme de second plan comme pour dire, il ne faut rien attendre de cette session", souligne-t-il. Pour rappel, le Burundi est en crise depuis que le président Pierre Nkurunziza a annoncé en avril 2015 sa candidature à un troisième mandat, obtenu en juillet de la même année. Absence de l'opposition en exil même si ces discussions sont présentées comme "totalement inclusives" par l'équipe du facilitateur, le Cnared, une plateforme regroupant l'opposition en exil, n'y est pas présente. Après des mois de blocage car il refusait de s'asseoir à la même table que le Cnared, le gouvernement aurait obtenu l'exclusion de nombreux membres de cette plateforme d'opposition ainsi que de la société civile, selon le même diplomate. Le Cnared a dès lors appelé ses membres invités à boycotter cette session. Seule une dizaine de membres de l'opposition qui ne se sont pas exilés participe à ce dialogue. Pas d'union nationale Dès lors, difficile d'imaginer la mise en place d'un "gouvernement d'unité nationale" que sont censés négocier les médiateurs. D'ailleurs, Christine-Nina Niyonsavye l'exclut totalement, soulignant que le gouvernement actuel tient sa légitimité des dernières élections : "Le gouvernement d'union nationale ne se fait que par les urnes", insiste-t-elle. "Pas de participation aux élections, pas de participation au gouvernement", conclut-elle. Les violences qui ont suivi et au sujet desquelles la Cour pénale internationale a ouvert une enquête, ont depuis fait de 500 à 2 000 morts, selon les sources (ONU et ONG), des centaines de disparitions forcées et de tortures, et ont poussé à l'exil plus de 400 000 Burundais. L'ONU impute l'écroulement majoritaire de ces atrocités aux autorités burundaises. Bujumbura a adopté fin octobre un projet de révision de la Constitution qui pourrait permettre au président Pierre Nkurunziza de briguer dès 2020 deux nouveaux mandats de sept ans. Un haut responsable burundais a assuré à l'AFP que Bujumbura "refuse catégoriquement que la question de la Constitution soit évoquée" dans les discussions d'abouties mardi. Avec AFP

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});